



[CLIQUEZ ICI POUR
TÉLÉCHARGER NOTRE
RAPPORT](#)

Paris, le 28 octobre 2021 - À l'horizon 2050, il faudra nourrir 9,7 milliards de personnes, alors qu'un tiers de la population mondiale vit actuellement en insécurité alimentaire. La France a un rôle clé à jouer face à ces transformations : la première puissance agricole européenne compte pour 18 % de la production du continent, et bénéficie d'une capacité d'autosuffisance alimentaire de 80 % à l'échelle nationale. Comment faire en sorte que notre filière agricole et alimentaire, confrontée au défi majeur du changement climatique, soit à la hauteur des enjeux ?

Avec ce rapport *En campagne pour l'agriculture de demain - Propositions pour une souveraineté alimentaire durable* - dont le groupe de travail a été présidé par Hervé Gaymard, ancien ministre de l'Agriculture - l'Institut Montaigne souhaite mettre les enjeux agricoles et alimentaires au centre de la campagne présidentielle de 2022. Objectif : trouver les voies et moyens pour (re)faire de la France le premier pays agricole durable en Europe.

De la valorisation du métier d'agriculteur et des revenus de la profession, à la compétitivité de la filière au niveau européen, en passant par les leviers d'une production respectueuse de l'environnement, l'Institut Montaigne publie une véritable feuille de route pour répondre à cet objectif ambitieux.

“La France reste le premier pays agricole européen, mais son excédent commercial agro-alimentaire a fondu d'un tiers en dix ans, en particulier vis-à-vis de ses partenaires européens, du fait de la dégradation de sa compétitivité. Un agriculteur sur deux prendra sa retraite d'ici 2030. Le changement climatique change la donne. Et il va falloir nourrir 9,7 milliards d'humains en 2050.

Transformons ces contraintes en objectif, pour faire de la France le premier pays agricole durable, en construisant en France et Europe une agriculture des temps nouveaux, plus en phase avec les attentes des consommateurs et dans le respect de nos écosystèmes. Une alimentation saine, durable et équilibrée doit être un objectif majeur de politique publique.

La France dispose de tous les atouts : son cadre pédoclimatique exceptionnel, des agriculteurs entrepreneurs, une tradition culinaire unique, une recherche agronomique de pointe, le souci d'un développement équilibré de ses terroirs. Faisons de cette ambition un des enjeux des échéances nationales de 2022, car la reconquête de notre souveraineté alimentaire doit être un des visages de la France au 21^e siècle.” explique Hervé Gaymard, ancien ministre de l'Agriculture, de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, et président du groupe de travail à l'origine du rapport.

“La crise de la Covid-19 a rappelé aux Français le caractère stratégique de l'agriculture et la résilience de notre système alimentaire dans un contexte de bouleversement inédit. Dans le même temps, les performances d'autres agricultures européennes peuvent laisser penser que l'agriculture française connaît aujourd'hui, et avec 10 à 20 ans de retard, la même trajectoire que celle de notre industrie. Il est donc urgent de se saisir de la question de la compétitivité de certaines filières, tout en investissant sur des innovations qui permettront d'accélérer la transition agricole, face aux défis notamment liés au réchauffement climatique et la perte de la biodiversité.” détaille Pascal Cotte, directeur associé senior au BCG à Paris (le BCG a contribué au travail de l'Institut Montaigne en tant que rapporteur du groupe).

Revaloriser le revenu agricole et donner aux agriculteurs les moyens de produire et d'entreprendre durablement

La faible attractivité du secteur agricole pose la question du renouvellement de sa démographie agricole vieillissante. **Un agriculteur sur deux devrait prendre sa retraite avant 2030, et un agriculteur sur quatre quitte le métier sans remplaçant.** Ce manque de bras est largement dû à la faiblesse du revenu agricole : **18 % des ménages agricoles vivent aujourd'hui sous le seuil de pauvreté.** Il est urgent d'**attirer les nouvelles générations**, afin de répondre au besoin de main d'œuvre du secteur, et il est illusoire de vouloir le faire sans revaloriser économiquement et symboliquement les métiers agricoles et agroalimentaires.

Le revenu est le premier déterminant pour attirer de nouveaux profils dans le monde agricole. L'Institut Montaigne propose donc de **garantir des tarifs de rachat** d'exploitation incitatifs et de **simplifier les démarches administratives** des projets de méthanisation agricole. Il convient également de **pérenniser une campagne de recrutement** pour sensibiliser au sens et aux opportunités de formation et de travail dans le secteur agricole et agroalimentaire et de **recenser les postes non pourvus dans le secteur agricole** pour flécher davantage les offres de formation (y compris de reconversion) au niveau local. Enfin, la **formation agricole** doit être élargie pour renforcer la place des enseignements liés à la gestion des exploitations agricoles et à la transformation des systèmes agricoles et alimentaires.

En outre, le renforcement de la **protection du foncier agricole** dans les documents d'urbanisme est indispensable pour **préserver notre potentiel de production face à l'artificialisation des sols**. Il convient également d'imaginer des solutions foncières innovantes et partenariales pour favoriser **l'installation de nouveaux agriculteurs**. Dans le même esprit, un réinvestissement du génie hydraulique (retenues, recyclage des eaux usées...) est compatible avec une **gestion durable de la ressource en eau**.

Déployer des innovations durables et valoriser les pratiques vertueuses pour l'environnement

Le secteur agroalimentaire se trouve confronté au **défi majeur du changement climatique**. Les effets de ce dérèglement sans précédent se font déjà ressentir de manière disproportionnée dans le monde agricole : les vendanges sont aujourd'hui plus précoces de 15 jours par rapport aux années 1990, les pertes de récoltes liées aux sécheresses auraient été multipliées par trois entre 1961 et 2018 au sein de l'UE. Le risque est important pour la France : alors que les conditions pédoclimatiques qui font de notre territoire un terreau favorable à l'agriculture sont en péril, certains de nos concurrents pourraient tirer leur carte du jeu, à l'instar de la Russie.

À l'origine de 19 % des émissions de gaz à effet de serre en France, l'agriculture est le second poste d'émissions du pays. Pourtant, le secteur est également particulièrement bien positionné pour engager le virage écologique : la Ferme France produit aujourd'hui 20 % des énergies renouvelables de la Nation, une activité source de revenus pour nos agriculteurs qui peut encore largement être étendue. Les sols possèdent ainsi un potentiel de stockage de carbone important qu'il convient d'exploiter. La **rémunération des pratiques vertueuses**, comme le stockage du carbone dans les sols, apparaît nécessaire en vue d'accélérer la transition agricole en France tout en permettant aux entreprises de se décarboner. L'agriculteur de demain sera, en effet, aussi un carboniculteur.

Dans la même logique de réflexion face à l'urgence de la crise climatique, le déploiement d'innovations dans les exploitations requiert de **cibler les investissements** dans une logique de **triple performance économique, sociale mais aussi environnementale**. Ces changements de pratiques passent aussi par un accompagnement renforcé des modes de production plus durables (HVE, bio, signes de qualité). À ce titre, une **réforme des outils de gestion des risques** est indispensable pour assurer des filets de sécurité aux agriculteurs dans la transition.

Cette transition alimentaire doit enfin passer par un effort accru de **lutte contre la précarité et le gaspillage alimentaire**, afin de garantir pour tous le droit à l'alimentation. Renforcer la **transparence**

alimentaire par les **étiquetages** constitue également un levier important pour **éclairer les choix du consommateur** et **promouvoir les produits frais**, les plus sains et « origine France ». Cette transition alimentaire doit également se faire par de nouveaux outils pour **éduquer à une alimentation plus saine et durable**.

Renforcer la politique agricole et alimentaire européenne et restaurer la compétitivité de la filière agricole

Les importations opèrent une pénétration grandissante dans la consommation nationale : plus de la **moitié de la viande bovine**, ainsi qu'environ **40 % de la consommation de fruits frais tempérés sont importés**. La dépendance aux importations de protéines végétales constitue une fragilité structurelle de l'agriculture française et européenne : l'**Europe importe près de 10 % de la production mondiale de soja**. Cette dépendance expose notre système agricole aux tensions géopolitiques et commerciales entre principaux pays producteurs, ainsi qu'à la faible durabilité de ces produits, souvent à caractère OGM, contenant des résidus de pesticides interdits en Europe ou sources de déforestation.

Le renforcement de notre souveraineté alimentaire passera forcément par une **politique agricole commune forte**. Le budget alloué doit être à la hauteur du prix que nous accordons collectivement à notre alimentation et aux transitions à mener dans le monde agricole : cela passe donc par l'**arrêt des baisses de budget**. Cette politique bénéficiant à plus de **500 millions de consommateurs**, elle pourrait prendre le nom de **Politique agricole et alimentaire commune**. Nous devons également reconquérir notre **souveraineté protéinique** et notre **production de fruits et légumes**. Enfin, il nous faut renforcer la **conditionnalité environnementale** des accords commerciaux au niveau européen en faisant du **respect des l'Accord de Paris un préalable** de la conduite et de la conclusion des négociations.

Il ne sera pas possible de mettre en œuvre cette transition sans dégager les financements nécessaires aux investissements. Nous devons recréer les conditions de la **concurrence loyale en Europe** en établissant une revue régulière des écarts de normes européennes pour identifier les distorsions de concurrence les plus critiques. Pour gagner en compétitivité, un **effort de restructuration** est indispensable, et il faut en parallèle **investir massivement dans le déploiement des innovations et la modernisation des outils** (usines, bâtiments, logistique). Pour ce faire, nous proposons notamment de créer un **Fonds national pour la transition agricole** (FNFA) qui financera les programmes de recherche ou de déploiement des innovations pour accélérer la transition agricole.

CLIQUEZ ICI POUR DÉCOUVRIR
LE DÉTAIL DES PROPOSITIONS
DE L'INSTITUT MONTAIGNE

Nous vous attendons sur [Twitter](#), [Facebook](#) et sur [Instagram](#).

Inscrivez-vous à notre [Newsletter](#).

Lara Oliveau, responsable de la communication et des relations presse

06 99 79 43 62 ; loliveau@institutmontaigne.org

À propos de l'Institut Montaigne : think tank indépendant créé en 2000, l'Institut Montaigne est une plateforme de réflexion, de propositions et d'expérimentations consacrée aux politiques publiques en France et en Europe. Ses travaux sont le fruit d'une méthode d'analyse et de recherche rigoureuse et critique, ouverte sur les comparaisons internationales. L'Institut Montaigne, association à but non lucratif pionnière en France, réunit des chefs d'entreprise, des hauts fonctionnaires, des universitaires et des personnalités issues d'horizons divers. Ses financements sont exclusivement privés, aucune contribution n'excédant 1,5 % d'un budget annuel de 6,5 millions d'euros. À travers ses publications et les événements qu'il organise, l'Institut Montaigne souhaite jouer pleinement son rôle d'acteur du débat démocratique.